

Hommage à Isaac Joseph

Ce numéro est dédié à la mémoire d'Isaac Joseph, qui nous a surpris en partant si vite. Son empreinte sera durable sur tous ceux qui ont fréquenté les auteurs classiques de la sociologie urbaine, qu'il a largement contribué à faire connaître, mais aussi ceux de la sociologie américaine, de Goffman notamment mais aussi des pragmatistes, sans oublier ses ouvertures pionnières vers Tarde. Ce travail de passeur est sans doute ce qui exprimait au mieux le talent d'Isaac, toujours soucieux de nous faire sortir de notre régionalisme franco-français, de nos dogmes sur la ville, aussi bien que sur les rôles respectifs des chercheurs académiques et des opérationnels. Toutes ces frontières-là, il a travaillé inlassablement à les rendre plus poreuses, à montrer la fécondité de ces passerelles, notamment au sein de la mission Prospective de la RATP. J'ai pu entamer depuis mon jury de thèse jusqu'à Cerisy en passant par les programmes sur la gare du Nord un certain compagnonnage intellectuel avec Isaac. Rien ne lui faisait plus plaisir que ces compte-rendus d'observation fines, de terrain, sur les pratiques des contrôleurs, sur les parcours de gare, sur les automates, sur toutes les machines qui équipent notre vie urbaine et même sur nos portefeuilles, sur lesquels je travaille actuellement en partie grâce à lui. À condition d'y trouver des questions sur le génie propre du passant, ce passant qu'il a su rendre considérable, de ces gens ordinaires, de ces professionnels qu'il s'est longuement attaché à comprendre. C'est plus qu'une culture académique que nous lègue Isaac Joseph, c'est aussi une éthique et une exigence politique, qui, je crois, en partie, trouve un écho dans les articles de ce numéro.

Entretien avec Jacques Donzelot Discours de la mixité sociale et facilitation de la mobilité

Dans son ouvrage « Faire société »¹, J. Donzelot compare les politiques urbaines américaines et françaises et souligne à quel point les capacités de responsabilité et les aspirations à la mobilité des habitants des quartiers défavorisés sont ignorées en France. La ville de la séparation que la mondialisation tire par le haut et par le bas, ne peut pourtant plus se gérer selon le modèle colonial auquel fait parfois penser la politique dite de la ville.

Lorsqu'on tente de penser ce qui se passe dans les banlieues et que l'on veut montrer à quel point une coupure culturelle profonde est intervenue, on est tenté de se servir de la notion d'apartheid pour insister sur la gravité du phénomène. Est-ce une notion adaptée ou non par rapport à la France ou aux USA?

Jacques Donzelot : Apartheid veut dire frontière imposée pour des motifs politiques raciaux déclarés. Si on utilise cette notion pour décrire ce qui se passe en France, on perd le sens et l'enjeu véritables. La notion de ségrégation plonge aussi ses racines dans ce type de situation mais cette notion me paraît elle aussi inadaptée. Elle renvoie aussi à une idée de partition raciale appliquée aux classes sociales. Plutôt que ces termes lourds, charriant l'idée d'un interdit formulé par une race ou une classe, je préfère utiliser l'expression de « logique de séparation » qui souligne mieux la nouveauté du phénomène et surtout ceci qu'il n'est pas le fait d'un interdit mais de deux mouvements en sens contraire : la marginalisation des plus faibles, l'évitement, et la

¹ Donzelot, Jacques, « Faire société. La politique de la ville aux États-Unis et en France », Paris, Le Seuil, 2003.

fuite hors de ces lieux par ceux qui le peuvent, hors des espaces dit de relégation. À quoi il faut ajouter un dernier avantage qui n'est pas le moindre, à savoir que cette expression permet de désigner non seulement la coupure entre les exclus et les classes moyennes mais aussi bien celle qui se développe entre la ville centre, gentrifiée, et le péri urbain.

Cette double coupure est apparue récemment. Dans les années 70, la ville donnait une impression d'unité sinon de continuité par l'existence d'une mobilité sociale évidente dans l'espace urbain. La promotion sociale était réelle, dépendant de la capacité d'épargne, de la réussite scolaire. Les classes moyennes se sont mises à occuper une place croissante entre ces quartiers populaires et les « beaux quartiers ». Le tissu pavillonnaire devenait le lieu rêvé de la classe moyenne. La ville s'unifiait parce que ses deux bouts étaient comme englués dans une logique pavillonnaire.

Maintenant nous avons plutôt l'impression d'un resserrement défensif parce que la ville a plutôt tendance à partir par les deux bouts à tel point que sa partie centrale, celle des classes moyennes, se sent abandonnée. Du côté des cités d'habitat social, nous voyons les effets de la mondialisation par le bas. Pour leurs habitants, les minorités dites « visibles », le rapport au revenu se détermine par rapport au pays d'origine. D'où le malaise avec les petites classes moyennes qui les entourent : car entre des gens qui se disent qu'avec le RMI, quelques boulots précaires ou un boulot au SMIC, c'est tellement mieux que ce qu'ils ont connu dans leurs pays, et puis des gens qui voient menacés leurs acquis durement gagnés par les générations précédentes, entre ces deux populations, il y a une coupure très réelle, qui n'est pas (ou pas seulement) l'effet d'un rejet racial. Une autre séparation intervient entre cette même classe moyenne et la classe émergente avec la mondialisation, dans laquelle on trouve les hypercadres et les professions intellectuelles supérieures qui vivent dans les espaces gentrifiés des grands centres et en « chassent » de fait les artisans et autres petits commerçants ou employés qui n'ont pas les moyens de suivre le coût du foncier imposé par leur arrivée. Les premiers se sentent disqualifiés.

On parle beaucoup du français moyen mais il existe une société moyenne, qui ne peut pas jouer le jeu de la mondialisation, qui vit sur la défensive. Elle n'a pas la capacité d'accéder à la classe émergente de la mondialisation car les moyens de promotion dont elle dispose, comme l'Université, ne fonctionnent plus aussi bien. Ceux qui n'ont pas pu ni su utiliser les grandes écoles sont condamnés à des postes dans la petite et moyenne fonction publique ou dans le privé, avec le sentiment qu'il n'y a pas d'amélioration de leur condition mais plutôt une dégradation. Toute cette part de la société salariale s'angoisse pour son avenir. Il suffit pour s'en convaincre de voir le succès du dernier livre de Robert Castel

sur « L'insécurité sociale ». Ce sont eux qui ressentent cette insécurité et non pas les immigrés plus ou moins récents. Pour ceux qui vivent la mondialisation par le bas, le concept de sécurité sociale n'est pas aussi déterminant. Il ne renvoie pas à quelque chose de menacé car ils sont « naturellement » dans l'insécurité. Par contre, pour la « classe émergente », cette classe moyenne inquiète leur paraît trop frileuse, trop soucieuse de protection pour pouvoir s'adapter, comme eux ont si bien réussi à le faire... Et ils rechignent à payer des impôts pour des gens qui se montrent si peu « modernes ». Pourquoi contribuer à la sécurité de gens qui, déjà, ne prennent pas assez de risques ? Tel est en quelque sorte leur raisonnement.

Cosmopolitiques : Si l'on prend en compte une telle description, on voit bien que l'espace de référence limité à la ville et le terrain d'action limité à son cadre bâti sont trop restreint : c'est toute une dynamique sociale qui touche les individus et leurs espoirs sur laquelle le politique serait supposé intervenir au-delà des requalifications de zones.

Jacques Donzelot : Si la seule difficulté résidait dans une meilleure distribution des différentes formes d'habitat, si celle-ci suffisait pour que, par la compétence de l'urbaniste et la détermination républicaine des élus, tous les problèmes consécutifs à l'entrée de la société dans l'ère de la mondialisation se trouvent résolus, cela se saurait... depuis un quart de siècle que l'on dit cela et que tout va plutôt en s'aggravant ! Ce problème de l'urbain en tant que tel existe bien sûr, mais il n'apporte pas grand chose à lui seul, s'il n'est pas associé à une politique prenant en compte les gens, sachant ce qu'intégrer des migrants veut dire. Cette culture de l'immigration est présente depuis longtemps aux USA et c'est seulement maintenant que la France commence à mesurer la difficulté. Des gens arrivent du Maroc, de Turquie, d'Europe de l'Est. Et cette immigration fait peur parce que nous avons au fond de nous un modèle de relation à cette population qui s'est forgé à travers la colonisation et la décolonisation plus ou moins forcée. Il en résulte un mélange bizarre où l'esprit émancipateur de 89 voisine avec un paternalisme colonial plus ou moins déguisé. Le tout se traduit par un volontarisme politique soucieux de conformer les comportements à travers une maîtrise de l'espace plutôt qu'en prenant appui sur les gens, sur leur envie d'intégration et de mobilité sociale. En ce sens, il est plus important de permettre aux gens de franchir les barrières que de prétendre les mélanger. La ville, ce n'est pas que de l'habitat. L'injonction résidentielle en termes de mixité ne résout pas tout.

En France, on vit dans l'idée que la ville doit être socialement et surtout ethniquement indistincte en chacun de ses lieux. Tous ces quartiers pauvres, dont les habitants sont visiblement distincts de ceux des autres quartiers quant à leur appartenance ethnique et à leur degré de richesse, constituent comme une offense à la République. On veut compenser cela immédiatement par une mixité sociale, en intervenant dans le domaine de l'habitat et dans le domaine des services au nom du droit à – la culture, l'école, la santé, au sport, etc... On veut que les gens qui habitent ces quartiers s'y sentent aussi bien qu'ailleurs, que rien ne laisse transparaître une inégalité de traitement à travers une trop visiblement inégale répartition des classes et des ethnies.

Aux USA, le raisonnement est différent : il faut avant tout que ces populations pauvres acquièrent une force, une fierté, des capacités, des compétences qui permettent aux meilleurs d'entre eux de partir, tout en gardant un rapport avec ce quartier, un rapport matriciel, car il leur aura donné confiance en eux. L'enjeu, pour tous, est de rejoindre le courant dominant de la société américaine, le mainstream. La ville n'est pas pour eux la représentation d'une société réalisée quant à son idéal, elle est un lieu où quelque chose peut se passer, le lieu d'une dynamique possible. Aux USA, la mondialisation par le bas est vécue positivement !

Les villes d'Europe occidentale deviennent des villes de vieux, elles sont pétrifiées, incapables de vivre la mondialisation, de la rêver, d'établir avec elle un rapport positif, seulement un rapport défensif. La peur de l'immigration y est équivalente à notre hantise des délocalisations. Cela ne veut évidemment pas dire que la mondialisation est heureuse par nature mais que l'on ne gagne rien à se comporter comme si nous étions des forteresses assiégées.

Cosmopolitiques : Cependant, vous mentionnez dans votre ouvrage qu'il y a eu des évolutions des politiques urbaines aux USA, par exemple des tentatives volontaristes comme le *busing*, qui sont en fait assez voisines de notre modèle actuel de la mixité sociale.

Jacques Donzelot : Le *busing*, c'était effectivement l'idée de forcer les barrières de manière volontariste par le déplacement obligatoire des enfants noirs dans les écoles blanches et réciproquement, cela à partir du fameux arrêt *Brown* de 1954. La séparation raciale de fait dans les écoles fut considérée comme préjudiciable aux Noirs. L'arrêt en question estimait qu'il y avait dans cette séparation un préjudice pour la scolarité des enfants noirs car ceux-ci ne pouvaient pas ne pas penser

faire partie d'une caste inférieure dès lors qu'ils ne se trouvaient jamais dans les écoles où on instruisait les blancs qui occupent les fonctions de haut rang. Le *busing* imposa donc ce mélange, surtout en fait à partir du début des années 70. Quel en fut le bilan ? Un combat difficile et non dépourvu d'efficacité sur le plan du mépris racial qui se trouvait comme autorisé auparavant. Mais, pratiquement, il s'est soldé par une complication de la séparation plus que sa suppression. Il s'est surtout traduit par l'accélération du «white flight» – littéralement l'envol des blancs – vers les «suburbs». Pour le coup, les écoles des centres, les «inner cities», se sont trouvées réservées aux Noirs, tandis que les enfants blancs se retrouvaient entre eux et renforçaient leur contrôle par le biais des pouvoirs locaux.

Du coup, la lutte contre les barrières s'est poursuivie avec d'autres mesures qui ont eu des succès inégaux. Celle d'abord qui consiste à casser les cartes scolaires, dans certaines limites du moins : à Boston, les enfants, où qu'ils habitent, peuvent s'inscrire dans n'importe quelle école de la ville. C'était le moyen de lutter contre l'apathie des parents, contre les raisonnements du genre : «Moi j'ai échoué, parce que l'école est nulle, il n'y a pas de raison de m'investir plus». Autre idée, celle qui consiste à redonner aux gens une emprise sur leur école à travers la stratégie des «charter schools». Cette formule permet à des enseignants volontaires de travailler en collaboration directe avec les communautés défavorisées au prix d'un surinvestissement pédagogique des uns et éducatif des autres.

Aux États-Unis, il y a un apartheid racial qui est parlé et contre lequel on peut dès lors lutter. Le fameux indice de ségrégation raciale est mesuré tous les 10 ans depuis le fameux rapport *Kerner* de 1968. Durant les dix dernières années, ils sont ainsi passés de 65 à 51, ce qui veut dire qu'ils sont proches du niveau de mixité raciale, sans toutefois descendre en dessous du seuil fatidique de 50 %. Il existe un rejet des noirs par les blancs mais il existe aussi un regroupement de communautés qui leur donne une certaine force. Par exemple, au travail, les noirs et les blancs peuvent être amis mais ne créent pas de liens forts pour autant. Ils rentrent chacun dans leurs quartiers respectifs le soir. En ce sens, on peut dire que les Américains mettent l'accent sur le travail et nous sur l'habitat mais que l'un ne mène pas forcément à l'autre et réciproquement.

Cosmopolitiques : À travers ces politiques urbaines américaines, vous avez mis en valeur la notion d'empowerment qui va bien au-delà des questions urbaines mais que l'on a du mal à traduire en français. Elle rejoint aussi celle d'Amartya Sen qui parle de capacités (cf. l'article de

G. Goyet dans ce numéro), c'est à dire de capacité à agir, de prise collective sur son environnement. Pourquoi sommes-nous, en France, si timorés sur ce plan?

Jacques Donzelot : Les québécois traduisent empowerment par habilitation, ce serait plutôt élévation de la capacité de pouvoir, ou capacitation, capacité de pouvoir sur soi et avec les autres, c'est un mot qui a plusieurs entrées non contradictoires et cela fait son attrait. Les républicains l'interprètent du côté de l'individu, de la sortie de la dépendance envers l'aide sociale. Les démocrates insistent plus sur le caractère collectif de l'empowerment: acquérir une confiance mutuelle qui donne une capacité commune pour constituer un pouvoir et jouer le rôle d'un contre pouvoir face aux segments de la société déjà installée.

Il y va d'ailleurs de toute une philosophie du pouvoir qui apparaît aux antipodes de la nôtre. Disons que la nôtre fait du pouvoir un avoir, quelque chose que l'on possède ou non, qui se trouve en quantité limitée et ne peut donc que se donner ou se prendre alors que pour eux, le pouvoir est un construit, productible en quantité illimitée et se disposant selon un jeu de juxtaposition, de contraposition et de négociation. Quand on arrive dans un pays de migrants, ceux qui sont déjà là ont le pouvoir. Alors, si on ne comprend le pouvoir que comme un avoir, c'est perdu, ce n'était pas la peine de venir! Si le pouvoir est un construit, si donc il n'est pas limité, on peut donc faire comme ceux qui sont arrivés avant.

Cette conception du pouvoir permet de dépasser le niveau que nous connaissons en matière de participation, niveau qui se situe au registre de l'information et de la consultation, qui atteint certes parfois le niveau de l'implication mais seulement dans un registre subordonné à la nécessité d'aider les services à bien accomplir leurs prestations (très morale, pour aider le service public à accomplir sa tâche). La notion de « stakeholder » est une autre piste car l'acteur est « partie prenante » non seulement en s'impliquant dans la réalisation ou dans la co-production mais en prenant place dans la définition de l'enjeu (stake). L'enjeu n'est pas prédéfini et, de ce fait, on peut négocier. Être partie prenante, c'est « pouvoir » prendre la parole et « savoir » s'exprimer.

Les villes américaines sont des villes vivantes avec des collectifs qui se construisent sans cesse, aussi bien des liens propres à un réseau – ethnique ou de quartier – que des liens de raccordement de réseaux – comme entre des universitaires, des businessmen, des collectifs ethniques. Il existe en permanence une ébullition de pouvoir, c'est vivant. La relégation et la gentrification sont les deux principaux fronts de cette lutte urbaine. Dès qu'un lieu prend de la valeur, les gens qui

y vivent ne peuvent pas rester parce qu'ils n'ont pas les revenus qui leur permettent de suivre le foncier et qu'ils se trouvent de fait rejetés. Il faut produire un pouvoir pour éviter de se trouver relégués ou déplacés à l'occasion d'une opération de gentrification d'un quartier par un promoteur ou une équipe municipale. En France, tous ces enjeux sont recouverts d'une rhétorique bienveillante et républicaine où il s'agit de casser les ghettos, de recréer du lien social. En France, l'état d'esprit est plus rassurant: on a l'impression que l'État s'occupe du territoire pour le bien être des gens mais que la souveraineté est dans cet objet de l'état, le territoire, non pas dans les gens.

La ville est un rapport entre les gens et le territoire, la France traite le territoire, c'est l'affaire de l'État et de ses professionnels. Alors qu'on trouve aux USA des professionnels qui sont des « community builders » et des « community organizers », dont le métier est d'organiser les gens. C'est une technique qui marche si elle fait appel à un ressort: la capacité de choix. Il faut permettre aux gens de choisir. Par exemple, on ne peut pas réunir des gens sans que cette réunion ait un objectif décisionnel et que cette décision fasse se confronter plusieurs options. À cette condition, les gens se sentent pris au sérieux. Ce n'est pas forcément de la mobilisation contre. Les juges, le chef de la police sont élus. Les policiers viennent rendre des comptes plutôt que faire la leçon aux gens. En France, on cherche la ville idéale, aux USA, ils cherchent la ville la plus réelle possible au sens où la ville est une agglomération vivante, avec un seule règle procédurale, démocratique et de droit. Les gens qui représentent des forces dans les quartiers veulent des services dans les quartiers là où ils sont et veulent aussi des opportunités pour en partir s'ils le souhaitent.

Cosmopolitiques : L'instabilité de ces groupes d'habitants et de professionnels inquiète souvent l'État, en France. C'est sans doute pour cela que lorsqu'une formule marche quelque part, il a tendance à en produire des équivalents partout. Est ce qu'on peut admettre que ces groupes dépérissent sans avoir à les remplacer par une administration?

Jacques Donzelot : Dans « Le déclin et la survie des grandes villes américaines », dès 1960, Jane Jacobs rend compte de cela très bien, de cette instabilité qui est le corollaire de leur force. On s'était émerveillé de la théorie du « carreau cassé » et de la nécessité pour les habitants de veiller à ne pas laisser prise à un processus d'abandon de leur quartier. Elle avait déjà décrit cela en 1960. Là-bas, les agents immobiliers jouent sur la peur (de l'arrivée des noirs dans les quartiers blancs, de l'arrivée

des latinos dans les quartiers noirs...) pour faire main basse sur le foncier et y lancer des opérations immobilières. On appelle cela « blockbusting » et c'est particulièrement sordide. Les habitants apprennent à combattre contre ce genre d'opérations, à faire des associations de défense de quartier, à lutter contre la peur, la leur et celle des autres, pour préserver ou améliorer leur bien être.

En France, l'État, la Loi, se chargent de ce bien être. La dernière-née du genre est la loi Borloo, particulièrement emblématique de ce souci d'assurer le bien être des gens d'en haut et de manière uniforme. On peut penser que cela évite des phénomènes comme le blockbusting, cette manière de disperser en jouant sur la peur... Mais c'est peut être bien au prix d'une autre manière de disperser les indésirables. Si on veut comprendre la ville française, on doit comprendre le consensus admirable dont a fait l'objet cette loi Borloo. Les élus de gauche comme de droite se sont intéressés à cette loi parce qu'elle leur offrait la possibilité de démolir les cités d'habitat social construites dans les années soixante et qui occupaient une position relativement proche du centre et des axes de transport tout en ne servant à loger que des immigrés alors que beaucoup de classes moyennes devaient habiter loin de la ville et se plaignaient de leur sort. Faire plaisir à cette clientèle constitue un des objectifs des élus, l'autre étant de disperser les gens de couleur au prétexte de mieux les intégrer et surtout d'éviter le danger du « communautarisme ». L'idéalisme républicain peut renvoyer à la plus grande hypocrisie démocratique, un peu comme notre imaginaire républicain des droits de l'homme va de pair avec une certaine représentation colonialiste du rapport qu'il faut entretenir avec les minorités visibles. Ces deux ingrédients, volonté d'émanciper et posture colonialiste d'inculcation à une population mineure des valeurs supérieures dont seule la république française est porteuse, au prix du dépouillement de tout ce qui peut leur fournir un brin de force, créent une impossibilité de relier la liberté donnée avec la force propre aux gens et qui vient d'abord du respect de leur identité. Notre discours prônant une ville unifiée, sans partition, sans ghetto, revient aussi à disperser toutes les minorités visibles qui sont trop concentrées, de telle sorte qu'on récupère les espaces de valeur pour des gens plus intéressants y compris électoralement. Cette réalité de la politique de la ville est assez peu compatible avec cette présence de l'autre dont on se réclame tant, avec cette mixité dont on parle tant.

Cosmopolitiques: Les professionnels semblent tous porteurs d'une culture de la « magistrature sociale » que vous considérez comme le

modèle français des politiques urbaines. Comment les relancer vers des pratiques d'un autre type, vers de la construction du pouvoir des communautés?

Jacques Donzelot : Cette notion de « magistrature sociale » avait pour nous, au début un caractère positif. Elle servait à désigner une forme de mobilisation des professionnels comme les enseignants, les bailleurs sociaux, les transporteurs, les policiers sous la houlette d'un magistrat (un procureur adjoint) dans le cadre des groupes locaux de traitement de la délinquance initiés par Pierre Moreau au tribunal de Bobigny. Les GLTD nous paraissaient très intéressants dans la mesure où ils suscitaient, de par leur action très ciblée, une réaction de la population qui s'associait pour soutenir ou critiquer leur action. Il y avait donc contact, confrontation, stimulation réciproque entre les habitants et les professionnels. Malheureusement, cette formule des GLTD a été abandonnée au profit des Contrats locaux de sécurité qui n'avaient pas le même dynamisme et surtout organisaient bien les notables institutionnels sous la triple houlette de l'élu, du préfet et du procureur mais sans souci de dialogue bien évident avec les gens. On a alors repris cette notion de magistrature sociale dans le sens restrictif d'un groupe de professionnels encadrant la population, selon une culture plutôt de type pédagogique, sûre de son bien faire à la différence de la culture anglo-saxonne d'« accountability », c'est à dire de l'obligation pour les professionnels de rendre compte aux gens de ce qu'ils font et de leur manière de faire, donc soumis à la critique. Ce modèle de l'accountability ne fonctionne pas parfaitement aux USA mais on peut apprendre à partir de lui à corriger nos plus flagrants défauts, dont cette suffisance des agents de l'État. Notre discours sur la mixité sociale consiste à dire: tout le monde sait que les enfants travaillent mieux à l'école s'il y a aussi des enfants des classes moyennes. Peut être, mais comment arriver à cela? Je pense qu'il faut jouer sur le volontariat, avec des enfants motivés et des parents motivés, et pour ceux qui ne veulent pas bouger, qui risquent de rester enfermés entre eux, il faut mettre le paquet en termes de moyens. Jouer sur l'équité (avec des moyens) et sur la responsabilisation à la fois. Or, on ne pense jamais qu'en termes binaires. Le mot mixité est vraiment dangereux, c'est bon pour dénoncer et démolir les regroupements qui gâchent la vue, pour détruire la cité d'à côté, mais surtout pas pour que les enfants d'à côté viennent chez vous! « Franchir des barrières » est un mot d'ordre qui me paraît plus honnête. Comment faire en sorte que les gens dépassent la tentation du renoncement? Par une confiance mutuelle, en leur donnant des atouts, des compétences

sociales, en dégageant des leaders. Appartenir à un quartier où vous avez des leaders qui savent se faire entendre, qui peuvent obtenir pour vous des services, un découpage plus équitable de la carte scolaire, cela vaut peut être mieux qu'une nuée de travailleurs sociaux!

Cosmopolitiques : Les outils de la politique urbaine sont-ils adaptés pour encourager cette mobilité qui dépend beaucoup des emplois et de leur localisation? Le politique a fini par admettre une certaine impuissance face à ces dynamiques industrielles et financières.

Jacques Donzelot : Pour créer une ville mobile, il faut jouer à la fois à l'échelle macro et à une échelle fine. Il y a la loi SRU sur les 25 % de logements sociaux. Or, on sait bien que ces 25 % ne sont pas destinés à ouvrir des logements dans les communes aisées aux habitants des communes pauvres mais à la décohabitation des familles de ces communes aisées : quand on quitte ses parents, on est « pauvre » même s'ils sont riches, on touche l'APL... et les élus de la commune gagnent ou gardent un électeur ! Le principe de réservation d'une partie du parc social des communes à des nouveaux venus ayant un emploi dans cette commune ou un accès plus facile à un emploi dans cette commune pourrait être un levier. Ce qui pose problème pour être mobile, c'est aussi le surcoût des transports en temps et en argent. Cela appellerait une politique fine qui ne peut être conduite qu'au niveau d'une agglomération. Cette politique ne doit pas être fondée sur une répartition des pauvres sur l'agglomération car de toutes façons, cela ne marche pas : on n'impose pas une population à des communes qui n'en veulent pas. Mais on peut offrir aux gens un meilleur rapport habitat/emploi. On ne répartit pas les pauvres mais on améliore ce rapport habitat/emploi. Les communautés d'agglomération ont tendance à faire des clubs de communes riches, pour offrir un panier de services meilleurs, mais ça ne fait rien avancer. Qui paye la formation de la main d'œuvre? On demande à des communes pauvres de former la main d'œuvre dont bénéficieront les communes riches!

Autre levier possible : les micro-crédits. Kent Hudson a fait une enquête pour le Crédit Municipal de Paris sur la bancarisation des marchés urbains pauvres aux USA. Il a vu de près comment fonctionnait l'obligation faite aux banques de prêter dans les quartiers pauvres. Aux USA, les banques sont beaucoup plus contraintes qu'en France. Elles ont l'obligation depuis le « credit reinvestment act » de 1977 de prêter aux habitants pauvres de ces quartiers. Comment peut-on se fier à des gens qui ont des revenus financiers faibles ou instables? À quel taux et

comment peut-on leur prêter? En France, on s'occupe surtout de veiller à ce qu'ils gardent un compte en banque mais sans carte de crédit ni carnet de chèque, seulement ce qu'il faut pour pouvoir toucher le RMI. Aux USA, c'est le raisonnement inverse, on cherche à leur prêter de l'argent pour qu'ils puissent s'en sortir, on cherche à reconnecter. Avec des résultats. Ce rapport au politique et ce rapport à l'argent, c'est un peu pareil: construire un pouvoir ou une entreprise.

On peut concilier une politique de dynamisation des gens, d'élévation de leurs capacités de pouvoir, de confiance en eux sans faire reposer la confiance sur l'attente de la protection. On peut faire de la sécurité l'ingrédient d'une dynamique et non ce qui vient se substituer à une dynamique.

Entretien réalisé par Dominique Boullier